

La crise économique mondiale

Un essai sur ses origines, ses caractéristiques et ses issues possibles
dans une perspective libérale.

Original en anglais

Traduction de courtoisie en langue française – non-officielle

à usage de travail uniquement pendant la séance de présentation

Ne sont pas inclus les annexes I et II qui figurent en anglais dans le document original

Préparé par **Juli Minoves-Triquell**

Ministre, Gouvernement d'Andorre

Vice-président dans le bureau de l'Internationale Libérale

Sur un mandat du 181^{ème} Comité Exécutif réuni à Strasbourg (France)

le 25 janvier 2009

Présenté au 182^{ème} Comité Exécutif réuni à Vancouver (Canada)

le 2^{ème} mai 2009

I. Introduction

La crise économique qui a secoué le monde au cours de cette dernière année donne un nouveau sens à une expression, tant aimée des philosophes et des sociologues, « un événement historique mondial ».

En tant qu'événement « mondial », ces derniers mois ont révélé, avec une férocité choquante, l'interconnectivité non seulement au sein des économies nationales et des secteurs économiques, mais encore au sein des croyances morales et politiques à propos du capitalisme. Les prêts *subprime* dans certains États américains ont déclenché une réaction en chaîne qui s'est répandue sur la totalité du spectre économique –de l'industrie des assurances et de l'industrie automobile jusqu'aux opérations bancaires commerciales et d'investissement– et sur tous les continents, où des pays aussi distants que l'Irlande et l'Islande, l'Espagne et la Chine ont fait l'expérience d'un bouleversement économique et de la crise. Cet événement global a provoqué une profonde méditation sur les périls d'une économie globale.

En tant qu'événement « historique » –la crise économique soulève un nombre de questions pertinentes d'après une perspective libérale. Dans quel sens s'agit-il d'une crise historique ? Est-ce une répétition de retours antérieurs –de la chute de la mer du Sud en 1720 à la Grande Dépression dans les années 1930– ou s'agit-il de quelque chose de radicalement nouveau ? En outre, comment les libéraux devraient-ils interpréter ces moments-ci d'effondrement économique ? S'agit-il là de ruptures qui mettent en évidence une faiblesse fondamentale structurelle du capitalisme ? S'agit-il d'événements dans lesquels le système se recalibre lui-même et élargit ses intérêts ? Ou s'agit-il d'événements au milieu desquels le système demande simplement à être recalibré ?

Certains ont trouvé la trace de la crise dans le climat du prêt facile créé aux Etats-Unis par Alan Greenspan, le président du bureau de gouverneurs de la Réserve Fédérale, en réponse à l'effondrement du fonds de garantie Long Term Capital Management de la fin des années 1990 et l'explosion de la bulle dot.com qui a gonflé la bulle du marché immobilier. D'autres (là encore en suivant la trace de l'origine de la crise aux États-Unis) suggèrent que l'abrogation de la Glass-Steagall Act de 1933, conçue pour limiter la spéculation par le moyen de la séparation des opérations bancaires commerciales de celles d'investissement, a créé un environnement qui a permis le prêt téméraire. D'autres encore voient dans la crise le symptôme d'une instabilité de base dans le modèle de capitalisme financier qui s'est développé en Amérique, en Grande Bretagne et dans d'autres pays occidentaux. De telles évaluations ne sont ni exclusives les unes des autres ni exhaustives. Mais les économistes seuls ne peuvent rendre une compréhension satisfaisante des événements de cette dernière année, car ceux-ci incluent des changements en géopolitique qui dépassent l'action économique. Les économies de marché ne sont ni uniquement ni même principalement contrôlées par les théories économiques ; elles tablent sur des idées du juste et du faux, de justice dans le social, et d'ordre dans le mondial. Pour cette raison, une analyse libérale qui serait à la fois systémique et historique, particulière et globale, doit aussi mettre l'accent sur la portée des idéologies politiques et de la théorie économique en interaction mutuelle.

II. Bases politiques et économiques du Libéralisme

De toute évidence, nous pouvons trouver des parallélismes historiques de la situation actuelle très à-propos. Ces parallélismes peuvent encore provoquer le débat. Par exemple, les premiers banquiers européens étaient des italiens de Gênes, Venise, Pise, Florence et Lombardie, qui ont initié leur activité au douzième siècle, en ouvrant des bureaux partout dans le continent. Ils prêtèrent d'immenses sommes d'argent aux rois d'Angleterre et de France, jusqu'au point même de financer la Guerre de Cent Ans. Les souverains, cependant, n'acquittèrent jamais leurs dettes et les banques firent banqueroute. Par ces temps-là aucun gouvernement ne voulait prendre en charge leurs endettements. Quand Lehman Brothers a lui aussi fait faillite, certains ont considéré que c'était une erreur de ne pas l'avoir sauvé. Nombreux sont cependant les libéraux qui ont cessé de croire en l'idée de destiner de vastes quantités d'argent pour sauver les banques qui ont opéré comme des joueurs sans scrupules. Toutefois, je pense qu'il importe que les libéraux ne perdions pas de vue nos principes fondateurs en débattant notre réponse. Notre tradition détient des valeurs qui ne peuvent être oubliées dans le climat urgent de la crise.

Selon les philosophes grecs classiques, et dans une certaine mesure selon des penseurs comme Jean-Jacques Rousseau, la liberté signifiait, à l'origine, le droit d'avoir une voix dans le processus collectif de prise de décisions. Livius, Tacite et Cicéron sont des penseurs et orateurs romains qui construisirent des concepts autour d'idées plus avancées de la liberté individuelle. Dans les temps modernes, néanmoins, la liberté en est venue à être comprise comme une sphère protégée de non-ingérence dans les libertés personnelles au sein desquelles l'indépendance peut être réglée par la loi. Hobbes et Spinoza furent les premiers apôtres de la liberté sous forme d'individualisme. Leur formulation de la liberté humaine, du pouvoir et de l'intérêt personnel poussèrent les limites imposées par des concepts politiques antérieurs.

En général, la conception selon laquelle de libres individus pourraient former le fondement pour une société stable remonte au travail de John Locke, dont les *Deux Traités sur le Gouvernement* établissaient deux idées libérales fondamentales : liberté économique, soit le droit de posséder et de faire usage de la propriété, et liberté intellectuelle, y compris la liberté de conscience. Locke vit l'ancienne idée des droits naturels comme « vie, liberté et propriété ». Pour lui la propriété était plus importante que le droit de participer au gouvernement et à la prise de décisions publique, et il craignait que donner du pouvoir au peuple éroderait la sainteté de la propriété privée. Il concevait à propos d'une société d'êtres humains égaux sous la loi, rassemblés sans un but commun, respectant cependant les droits des autres êtres humains, mais il fut perceptif en reconnaissant que quand bien même la liberté humaine et l'indépendance présupposent la propriété privée protégée sûrement par l'autorité de la loi, le désir d'élargir la propriété nécessitait de certaines contraintes. La liberté, autrement dit, n'était garante, pour aucun individu, de privilèges abusifs. Ce point fondamental a été obscurci lors de récentes procédures de mise en liberté sous caution, bien que mises en évidence par les protestations publiques contre les fonds destinés à des luxes corporatifs, à des bonus, et à des efforts en faveur des lobbys.

La contribution britannique au développement d'idées libérales fit école. Les libertés politiques acquises pendant la « *Révolution Glorieuse* » au Royaume Uni influencèrent les penseurs français tels que Montesquieu et aidèrent Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville à reformuler une compréhension de la liberté politique et économique. Constant comme Tocqueville craignaient pour le futur de la liberté – Constant à partir de sa lecture de la Terreur Française après la révolution et Tocqueville préoccupé des limites sur l'individualisme que la tyrannie de la majorité pouvait imposer dans un gouvernement par les masses.

Le premier état moderne libéral, les États-Unis d'Amérique, fut fondé sur le principe que « tous les hommes sont créés égaux ; qu'ils sont dotés, par leur créateur, de certains droits inaliénables ; que parmi ces droits se trouve la vie, la liberté, et la quête de bonheur ; que pour garantir ces droits, les gouvernements sont institués entre eux, et dérivent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés ». C'est un fait communément connu que Thomas Jefferson a substitué la phrase « vie, liberté, et la quête du bonheur » par les mots « vie, liberté et propriété » que nous retrouvons dans un rédige antérieur. Les documents Fédéralistes présentent un contraste vis-à-vis des écrits libéraux français dans leur approche des imperfections humaines intégrée dans leur concept du libéralisme. De nouveau, nous rencontrons la reconnaissance du potentiel d'abus dans l'exercice des libertés individuelles. Ainsi, une tension intéressante entre la possession de propriété et la quête de bonheur se trouve au cœur des politiques libérales. Une tension, pourrais-je ajouter, pour que cette crise économique nous mène à un soulagement majeur.

Nous trouvons dans le *Traité de la Nature Humaine* (1739) de David Hume un lien entre libéralisme politique et libéralisme économique : il souligne la générosité restreinte des êtres humains, ainsi que la pénurie permanente de ressources suffisantes à satisfaire les besoins de l'humanité, et à partir de ces deux postulats, il infère les causes de l'apparition des principes de base de la justice. Il reconnaît trois lois fondamentales de la nature : stabilité dans les possessions, la transmission de celles-ci par consentement et la tenue de promesses. « *Je vais par conséquent me permettre de reconnaître,* » déclara-t-il, « *que non seulement en ma qualité d'homme, mais en tant que sujet britannique, je prie pour un commerce florissant en Allemagne, en*

Espagne, en Italie, et même en France. » Cette constatation d'une nécessité de progrès global au-delà d'exclusions protectionnistes préfigure la position libérale actuelle.

Dans *La Richesse des Nations* (1776), Adam Smith a défini les idées centrales qui gouvernent une économie de marché. Son observation des individus, des institutions, des firmes et des ménages, le convainquit que la croissance économique était servie au mieux par l'opérativité libre des marchés, par opposition aux règlements de commerce intérieur et extérieur qui avaient favorisé les mercantilistes, et il postula pour que les époques de l'histoire de l'humanité culminent dans une économie de marché libre. En même temps, il reconnut que le gouvernement devrait assumer certaines tâches qui ne sauraient être confiées au motif de profit, comme par exemple l'empêchement chez les individus à user de la force ou de la fraude pour perturber la concurrence, le commerce, ou la production. Smith articule l'idée libérale selon laquelle les changements dans le système économique sont parallèles aux changements dans la structure politique et qu'un système de marché libre va de pair avec un système politique garant des libertés civiles et politiques. De manière systématique et universelle, il formula une théorie d'individualisme méthodologique qui impliquait que l'ingrédient humain au niveau individuel déterminerait tout résultat au niveau social. Pour Smith, la richesse des nations trouve son origine dans la productivité du travail. Mais la répartition du travail de laquelle dépendait la productivité était fondée à son tour sur le pouvoir du marché et de l'accumulation de capital.

À la fin des Guerres Napoléoniennes, la souveraineté du libéralisme se maintint relativement incontestée. Le libéralisme classique évolua sous le chef de penseurs libéraux tels que Jeremy Bentham, qui lui donna une nouvelle tournure. Dans bien des aspects, Bentham était un libéral classique, mais il avança l'idée selon laquelle les institutions sociales pouvaient faire l'objet d'une re-conception rationnelle, innovation celle-ci qui a conduit des penseurs ultérieurs à élaborer des prescriptions intolérantes et interventionnistes qui sont allées bien au-delà de ses propres concepts originels, purement utilitaires. Son disciple James Mill travailla sur une ferme défense rationaliste de la démocratie dans son « *Essai sur le Gouvernement* ». Son fils, John Stuart Mill, était dans un sens plus proche du libéralisme classique que son père ou que Bentham, mais dans le domaine de l'économie, il flirtait avec certains schémas socialistes et contribua à la justification de politiques interventionnistes et Étatistes britanniques de la fin du dix-neuvième siècle. Toutefois, Mill articula les principes fondamentaux de ce que l'on pourrait appeler le libéralisme culturel, principes qui sont directement en rapport avec la crise actuelle. En 1859, dans son essai « *De la Liberté* », il déclare qu'il n'est bien physique ni moral qui puisse justifier l'ingérence dans la liberté d'une autre personne. Le seul juste exercice du pouvoir contre la volonté d'une personne, par conséquent, consisterait à empêcher le mal à autrui. Autrement dit, l'envie de profit ou l'acquisition de propriété doit être suivie dans le cadre de limites éthiques définies.

David Ricardo a renforcé les arguments de l'économie libérale de laisser-faire. Dans sa théorie sur l'avantage comparatif, il démontra que le commerce international bénéficie à toutes les économies de marché et fait augmenter la production mondiale. En utilisant la théorie de Ricardo sur le commerce international, Mill put analyser la répartition des gains parmi les partenaires commerciaux et en atteignant de près le développement du concept de la flexibilité du prix à la demande. Tout en rejetant la condamnation socialiste de la propriété privée et de la concurrence, il plaida à certaines reprises pour une forte intervention de l'état dans l'économie. Ainsi, quand bien même il défendait les principes classiques du libéralisme, il justifiait

l'intervention de l'État dans le but de contourner les injustices qu'il observait dans le système capitaliste. Pour Mill –et c'est là peut-être son idée la plus cruciale pour aborder les questions contemporaines– le progrès et l'épanouissement individuels étaient autant une base pour sa philosophie que le libéralisme l'était pour ses convictions économiques.

Alfred Marshall est probablement l'un des économistes néoclassiques les plus influents. Il cerna différents efforts d'approche méthodologique à l'économie. Allant au-delà d'une méthode purement mathématique, historique ou orientée politiquement, il reconnut la complémentarité de toutes ces approches. Il contourna la controverse d'établir si les prix résultaient seulement de l'offre ou de la demande afin d'appliquer une analyse marginale aux questions complexes de détermination des prix. Avec Smith et John Stuart Mill, il analysa le comportement au niveau des ménages et des firmes. La conception de marchés libres comme mode de résolution de conflits économiques, il établit le cadre pour la théorie microéconomique de l'équilibre partiel d'aujourd'hui bien que la science économique moderne se soit éloignée de l'économie marshallienne avec l'œuvre de John Hicks et Paul Samuelson, et les travaux ultérieurs par Arrow et Debreu. L'École de Chicago d'analyse économique continua d'être fondée sur le travail de Marshall mais avec une approche pro-marché beaucoup plus prononcée.

Aux États-Unis la Grande Dépression secoua la foi publique en le « capitalisme laisser-faire » et le « motif de profit », conduisant un bien grand nombre à conclure que les marchés non réglés ne pouvaient produire de prospérité et empêcher la pauvreté. Inquiétés par l'instabilité politique et les restrictions sur la liberté qu'ils croyaient être dues à la croissante inégalité relative de richesse, nombreux libéraux ont lutté pour la création d'un appareil étatique plus élaboré faisant office de rempart de la liberté individuelle, qui permettrait le capitalisme de continuer tout en protégeant les citoyens des excès perçus de ce dernier. Les penseurs-clé libéraux de cette persuasion –John Maynard Keynes, en particulier– eurent un impact significatif sur la pensée libérale dans le monde entier. La Libérale Internationale fut fortement influencée par Keynes, tout comme le furent le Parti Libéral de Grande Bretagne, particulièrement depuis le Budget du Peuple de Lloyd George, ainsi que le Manifeste Libéral d'Oxford de 1947 de l'organisation mondiale des partis libéraux. Aux États-Unis et au Canada, le keynésianisme influença le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt et porta à identifier le social libéralisme avec le libéralisme américain et le libéralisme canadien. Cependant le positionnement libéral par rapport à l'économie n'était pas unifié, comme cela est mis en évidence par les positions adoptées par l'École d'Autriche par contraste avec celles prônées par les économistes libéraux américains et ces différences-là persistent dans la pensée libérale aux États-Unis et en Europe.

Une des questions centrales du vingtième siècle –dont se saisirent des économistes de partout– était de savoir qui du socialisme ou du capitalisme pouvait le mieux distribuer des ressources. Keynes n'était pas socialiste ; il fut néanmoins critiqué par les deux tendances de l'éventail politique, les uns pensant qu'il voulait démanteler le capitalisme, et ceux de gauche croyant qu'il en était l'apologiste. Dans ses formulations d'économie politique, il prit la défense de l'individualisme et de l'utilisation de l'intérêt personnel pour atteindre à l'efficacité et à l'innovation. « Mais par-dessus toute chose, l'individualisme, » écrivit-il, « s'il peut être purgé de ses défauts et de ses abus, est la meilleure sauvegarde des libertés personnelles en ce sens que, comparé à quelconque autre système, il élargit grandement le champ pour l'exercice du choix personnel. Il est également la meilleure sauvegarde de la

diversité de la vie, qui émerge justement de ce champ élargi du choix personnel, dont la perte est la plus grande de toutes les pertes pour l'État homogène ou totalitaire. »

La Théorie Générale de Keynes changea le point de mire existant sur la distribution de ressources microéconomique vers les fluctuations des transactions macroéconomiques. En reconnaissant les instabilités inhérentes au capitalisme, il conclut que la machine automatique du marché produisait de l'équilibre à moins du plein emploi, et il plaida pour la dépense en investissement pour déterminer le niveau d'activité économique. Les politiques monétaires et fiscales avancées par les keynésiens requéraient peu d'intervention directe du gouvernement dans l'économie et furent appliquées aux États-Unis, mais les politiques keynésiennes furent contestées par les monétaristes, selon lesquels il ne tenait pas compte du rôle de l'argent. Un nouveau modèle macroéconomique émergea et plus tard de la nouvelle littérature sur les micro-fondations en matière macroéconomique fut produite afin de concilier les théories micro- et macro-.

Friedrich von Hayek pensait que l'analyse keynésienne conférait un pouvoir causal aux mesures statistiques que celles-ci n'ont pas dans le monde réel. Il élaborait à partir de la réponse négative de son compatriote Ludwig von Mises à la question de la distribution des ressources du socialisme, mais il argumenta également que le socialisme était incompatible avec la liberté économique et politique. Écartant toute théorie objective de la valeur, Hayek soutint que la valeur économique est conférée par les préférences et l'évaluation faite par les individus. Son optique subjectiviste refusa de reconnaître la théorie de l'équilibre général et mit en question la validité des systèmes d'économie globale. L'École d'Autriche de pensée économique récupéra du dynamisme lors de la récession des années soixante-dix, quand elle avança l'idée que les politiques monétaires inflationnistes échoueraient parce qu'elles modifiaient les attentes de la classe gouvernante. L'expansion monétaire, argumentaient les autrichiens, ne pouvait stimuler l'économie à moins que ses résultats s'avérassent inattendus. Par conséquent, une fois que les politiques inflationnistes devinrent un fait, elles ne pourraient pas avoir d'effet inflationniste sur l'économie. Finalement, l'école autrichienne en vint à recommander la solution classique des économistes à la dépression et effondrement économiques : le gouvernement doit rester à l'écart de l'économie et les pratiques restrictives à la frontière devraient diminuer.

L'argumentation de l'École Autrichienne contredisait celle de l'École de Chicago, ainsi que les économistes keynésiens. Milton Friedman, par exemple, proposa le contrôle monétaire comme le moyen pour atteindre une croissance stable. Il argumenta que la Grande Dépression n'était pas due au capitalisme « laisser-faire » mais de trop d'intervention du gouvernement et de réglementation sur le marché. Pour lui, la réglementation gouvernementale qui eut lieu avant la Grande Dépression (y compris de lourdes réglementations sur les banques qui furent empêchées de réagir à la demande d'argent du marché et de création d'une monnaie fixe liée à la valeur de l'or) empêcha le pays de réagir à la demande de monnaie, provoquant de ce fait une demande pour les banques que les banques étaient incapables de satisfaire. Les taux de change fixés le dollar et l'or créèrent aussi des pressions déflationnistes. En réponse à la crise, le gouvernement fit souffrir le public américain tout d'abord en augmentant les taxes puis ensuite en imprimant de l'argent pour payer les dettes (provoquant ainsi l'inflation). La combinaison des deux contribua à anéantir les épargnes de la classe moyenne.

D'une façon significative, la macroéconomie moderne s'est concentrée tout d'abord sur la théorie du cycle économique ainsi que sur la théorie monétaire et de croissance. Un des premiers économistes à approcher la théorie du cycle économique fut le médecin et économiste Clément Juglar. Il écrivit en 1889 : « Les périodes de prospérité, de crise, de liquidation, bien que liées aux accidents heureux ou malheureux dans la vie des peuples, ne sont pas le fruit des événements du hasard, mais s'érigent à partir du comportement, des activités, et en tout premier lieu des conduites d'épargne de la population, et du comment ils font usage du capital et du crédit disponible. » Ces facteurs, bien entendu, sont tous impliqués dans la crise actuelle. Cependant Joseph Schumpeter aborda aussi le rôle de l'économie et de l'effort humain dans sa théorie selon laquelle les principaux facteurs de croissance économique sont non-économiques. Ils se trouvent, arguait-il, dans la structure institutionnelle de la société et dans les activités des entrepreneurs capables de saisir le potentiel d'une nouvelle invention et de l'exploiter pour des gains personnels. Tant que les institutions gouvernementales font ressortir les marchés laisser-faire, un entrepreneur innovateur peut réussir et l'économie peut s'accroître. Cependant Schumpeter craignait que les firmes à succès ne devinssent plus opposées au risque à mesure qu'elles grandissaient et qu'au lieu de récompenser les entrepreneurs innovateurs elles fussent gérées bureaucratiquement. La possession disparaîtrait des soucis de la compagnie. Dans cette évolution, qui est un des éléments contextuels de la crise actuelle (avec l'emphase correspondante à propos des bonus des CEO, des pratiques comptables créatives, et du commerce intérieur pour manipuler des valeurs de stock) il présagea la disparition d'une grande partie du soutien au capitalisme. La perception de Schumpeter est principalement fondée sur l'idée que par la perte de la valeur de l'intendance l'innovation se voit aussi suffoquée.

Sans doute la plus grande tension maintenant, dans le contexte de l'Internationale Libérale réside entre ceux qui soutiennent en faveur de la « destruction créative, » comme dans l'expression de Schumpeter, et ceux qui soutiennent en faveur du stimulus « keynésien » sur la demande. Bien que les deux positions ne s'excluent pas mutuellement, il est des partis –en particulier ceux qui comptent sur un vote national général– susceptibles de mettre en valeur la destruction créatrice, alors que d'autres, dont la représentation est basée plus localement, sont susceptibles de mettre en valeur la nécessité de mettre en valeur la nécessité de protéger certaines industries et régions moyennant des mesures de stimulus et la protection de l'industrie locale. Il s'agit là d'un des débats essentiels que nous devons tenir, et d'un des plus grands défis en faisant face à la collaboration internationale.

Les années 1970 furent prolifiques en leur renouveau d'idées libérales en philosophie politique. John Rawls, dans *Une théorie de la Justice* (1971), développa un concept libéral d'organisation sociale très lié à l'inquiétude libérale classique de lutte en faveur de la liberté individuelle dans un ordre constitutionnel gouverné par l'État de droit. Robert Nozick souligna la nécessité du rapport entre la liberté économique et les libertés personnelles non économiques, telles que la liberté d'expression et de mode de vie. Ses postulats contredisaient directement l'utilisation droitiste du marché libre par les conservateurs aux États-Unis. Pourtant, les années 1980 furent caractéristiques d'une dichotomie entre libéralisme économique et libéralisme politique. Les dirigeants politiques conservateurs cooptèrent les idées des nouveaux théoriciens de l'économie, tels Hayek et Friedman, et les politiques de marché libre en vinrent à être associées au conservatisme. Cependant, la mise en pratique de politiques libérales classiques fut associée à des politiques non-libérales dans la sphère des libertés personnelles et civiles.

John Gray prend acte du fait que le libéralisme est la théorie politique de la modernité ; une théorie politique d'individus modernes soucieux de la liberté et du respect de l'intimité, ainsi que de la croissance de la richesse, de l'invention et de l'innovation ; non sans concevoir un appareil de gouvernement indispensable à la vie civile mais qui se présente parfois comme une menace pour la vie civile qu'il vise à préserver. Elle a été attaquée par les conservateurs comme par les socialistes, qui semblent converger, pense-t-il, dans certains aspects de leurs critiques du libéralisme. Socialisme et conservatisme ont essayé à leur manière d'écarter les concepts libéraux d'une société civile en faveur de leurs conceptions respectives de la communauté morale. À un certain point de leur développement idéologique, tous les deux ont eu le concept du libéralisme seulement comme une phase dans le développement social. Cependant, à l'exception de quelques vagues références, ni le conservatisme ni le socialisme n'ont été capables de prévoir de théorie satisfaisante à propos des circonstances qu'ils préféreraient dans un monde post-libéral. Dans certains pays, la défaite du libéralisme après la Première Guerre Mondiale créa de grotesques –et tragiques, en définitive– États totalitaristes et conduisit à de grands désastres et génocides. Une certaine sorte de retour idéalisé à des systèmes à valeur communautaire comme ceux du Moyen Âge, dans une optique socialiste comme dans une optique conservatrice, n'a pas de rapport à l'individualisme assumé, par un grand nombre, comme étant la base pour la liberté économique et politique dans notre monde moderne. La présente crise économique doit être vue dans la perspective suivante : une crise de croissance, de gestion, et d'idéaux libéraux classiques ayant mal tourné. Nombre de ses origines et conséquences ont été abordées par des économistes dans le passé, et cela suggère que la présente crise peut être comprise et contrecarrée au moyen de solutions puisées dans l'évolution des idées économiques.

III. La Question de la Propriété

Une des idées principales des anciens penseurs libéraux était le concept contractuel : les *individus* faisaient des accords et ils devenaient propriétaires. Petit à petit, la tradition libérale introduisit l'idée que le consentement volontaire et l'accord volontaire étaient la base pour un droit et un gouvernement légitime. Ainsi, traditionnellement, le libéralisme économique a soutenu les droits individuels de propriété et de liberté de contrat sans lesquels, argumente-t-il, l'exercice d'autres libertés est impossible. Et du moment qu'il n'est pas fait usage de coercition, le libéralisme économique accepte l'inégalité qui émerge de positions de négociation inégales résultant naturellement de la concurrence. Les libéraux économiques du vingtième siècle ont mis l'accent sur l'importance d'un marché libre et d'un commerce libre et ont cherché à limiter l'intervention du gouvernement au sein de l'économie interne comme du commerce extérieur. Les mouvements sociaux libéraux convergent souvent dans le principe avec l'idée de marché libre mais restent quelque peu sceptiques à l'idée de voir le marché sans restrictions conduire à la croissance de sociétés multinationales et à la concentration de richesse et pouvoir dans les mains de seulement quelques-uns.

Bien que les événements de l'an dernier aient redonné la cote à l'économie keynésienne et retourné la politique de réduction du coût des prêts près de zéro alors que l'augmentation de la dépense gouvernementale financée par la dette ressemble en grande mesure aux propositions avancées par Keynes dans les années 1930, il n'est pas évident qu'il approuverait aujourd'hui leur mise en application. Un des défis à relever dans la réalisation de cet objectif est que les économies du

monde développé et plusieurs économies du monde à développement rapide –les USA sont une exception significative– vont compter sur les personnes plus âgées pour satisfaire l’offre et la demande de main-d’œuvre pour tirer les économies de la récession. Encore même en périodes de récession, les personnes âgées quittent le travail en nombre disproportionnel et sans retour, ce qui crée des problèmes de demande en récession dans un long terme et un manque de compétences clé et d’offre de main-d’œuvre général. Les critiques font également remarquer que la stratégie d’un retour à la consommation financée par la dette ne peut avoir lieu sans déclencher l’inflation plus tôt ou plus tard. D’amples secteurs de la population dont la richesse a déjà été réduite en raison du déclin des marchés boursiers et immobiliers, pourraient voir leur richesse rétrécir encore puisque la valeur de l’argent est diminuée. Et d’amples secteurs de la population se trouvent déjà dans une position économique d’appauvrissement ou de besoin par contraste extrême avec la situation des plus fortunés. Le contrat social –le lien libéral entre égard aux droits de propriété et égard aux contraintes éthiques– a été rompu en bien des façons.

En un sens, le glissement entre la préservation des droits de propriété et la quête du bonheur a enchevêtré la définition du bonheur avec la possession de choses et le statut économique, faisant de l’individu libéral un consommateur aux limitations de la prudence ou à la considération pour autrui. Les valeurs de base d’une économie capitaliste sont souvent négatives : devenir riche coûte que coûte, gagner en richesse pour obtenir du pouvoir, égoïsme, prévarication à l’insu des plus faibles et de ceux incapables de produire, comme par exemple les personnes âgées et les sans-emploi. De telles dé-valeurs se sont avérées être l’engin d’un marché sans normes et d’une anarchie financière débridée, rompant tout lien avec le système de production, avec l’État, avec les lois et la morale. La quête de bonheur est devenue la quête d’accumulation matérielle, que ce soit en fonction de récompenses bonus, jets d’entreprise, primes en cartes de crédit ou en marques de luxe.

Dans le passé, le génie sous-jacent de la possession de propriété impliquait également un sens de gestion qui est absent dans la consommation des ressources de nos jours. Le taux de consommation atteint dans les dernières décennies a engendré une forte dette pour la planète. Notre capital naturel est en train d’atteindre un état de crise globale équivalent au chambardement des marchés financiers. En 1929, quand la très forte demande auprès des banques fit flancher l’économie américaine dans la Grande Dépression, Keynes écrivit « Il va falloir 100 ans pour que l’économie se réorganise sur des valeurs plus positives telles que la solidarité et la considération envers les plus infortunés et les nécessiteux, en plaçant les êtres humains au sommet de toute activité économique et en laissant établi que la finance éthique agit au service du progrès humain et social. » Nous reconnaissons aujourd’hui que la réorganisation qu’il avait imaginée a manqué d’avoir eu lieu.

IV. L’Intérêt Économique Personnel

Le libéralisme contemporain en est arrivé à représenter des choses différentes pour les américains et pour les européens : il est associé, aux Etats-Unis, aux politiques de l’État-providence du programme du New Deal du président Franklin D. Roosevelt, alors qu’en Europe les libéraux adoptent plus souvent une perspective politique et économique conservatrice. Les libéraux américains souscrivent une réglementation du commerce et un État-providence social limité. En Europe le libéralisme se caractérise par des croyances en un marché libre et un gouvernement limité. La nature globale de la présente crise prend la température de toutes ces assomptions.

À l'aube de la crise économique des années 1990, l'économiste américain Lawrence Summers soutint que les banques bien capitalisées et surveillées et une comptabilité d'entreprise digne de confiance et transparente avaient protégé les États-Unis. Mais en réalité, le zèle dans la déréglementation avait donné pleins pouvoirs aux banquiers pour développer des marchés financiers hautement sophistiqués. La paralysie temporaire des marchés de crédit mondiaux au moment de l'effondrement en 1998 du fonds de garantie découlant du Long-Term Capital Management, aurait dû indiquer qu'un tel système déréglementé, avec ses joueurs si hautement endettés et ses flux de capital à l'échelle mondiale, était en train de devenir dangereusement fragile et pourtant, ironiquement, le fait d'avoir bellement échappé à la calamité rendit les investisseurs plus satisfaits. Il est clair maintenant qu'en créant des entreprises risquées de plus en plus vastes, l'élite financière américaine, avec le soutien implicite du gouvernement, joua un rôle central dans la création de la crise actuelle, et qu'elle use de son influence pour empêcher les réformes urgentes et nécessaires pour tirer l'économie de cet effondrement.

Tout comme l'échec de la guerre iraquienne, la crise économique a le prix pour l'Amérique d'une partie de sa crédibilité, et avec, d'une partie de sa capacité de diriger ; mais les États-Unis n'ont pas été la seule nation où les banques sont devenues sauvages. De plus forts filets de sécurité sociaux, cela signifie que les européens feront moins l'expérience de la souffrance humaine que leurs homologues américains, mais les troubles économiques et financiers ont affligé des pays admirés, à peine quelques années plus tôt, comme « tigres économiques » ou encore « miracles économiques ». Dans ces pays, une irruption de capital engendra une illusion de richesse, comme ce fut le cas pour les propriétaires en immobilier américains.

Et le mal se répand. En Amérique, par exemple, la bulle de l'immobilier eut lieu principalement au long des côtes, mais quand la bulle explosa, la demande de biens industriels s'effondra –et le cœur industriel de la nation a payé un fort tribut à ce fait. Les bulles en Europe eurent également principalement lieu sur la périphérie du continent. L'Espagne, par exemple, a reçu le nom de la Floride continentale et en effet les situations sont similaires : l'énorme boom spéculatif dans l'immobilier maintint à flot son économie fait partie du passé de nouvelles sources de revenus et d'emploi doivent être trouvées pour récupérer les emplois perdus dans le secteur de la construction. Pendant ce temps, à cause d'une chute dans les exportations, la production industrielle en Allemagne –qui n'avait jamais fait l'expérience d'une bulle et s'avère être le noyau manufacturier de l'Europe– chute rapidement.

En outre, dans notre système financier globalisé, une crise qui commença par une bulle dans les domaines de Floride a causé la catastrophe monétaire en Islande, et les pays liés par l'euro sont restreints de par la santé inflationniste ou déflationniste de l'économie européenne dans sa totalité. Ainsi l'Espagne, incapable d'améliorer sa compétitivité en dévaluant sa monnaie, se voit forcée dans le processus douloureux de baisser les salaires. La Chine fait l'expérience en ce moment d'un autre genre de problème lié à la monnaie. Ayant choisi de maintenir la valeur du yuan plus ou moins fixe par rapport au dollar, les surplus de son commerce se traduisirent entrées de capital étranger, la plupart duquel fut placé en lettres de change du Trésor Américain garanties mais à un bas taux d'intérêt. Les exportations de Chine à présent ont chuté et vendre des dollars ferait tomber le dollar et provoquer une grande perte de capital. Le monde dans lequel la Chine pourrait épargner plus que ce qu'elle a investi et employer les excédents de ses épargnes en Amérique, n'existe

plus. Des changements à mouvement violent vont être nécessaires pour combattre cette crise globale et ces changements seront éprouvés par nous tous.

V. Ce que la Crise Implique pour le Libéralisme

Dans la sagesse de la rétrospective, nous pouvons traquer les causes de la crise (voir la discussion à l'Annexe I). Elles incluent une expansion sans précédent, un optimisme débridé, un manque de perspective au sein de la profession économique, une croyance aveuglée en l'inébranlable force des grandes institutions économiques et financières, le manquement de la surveillance en matière de réglementation, le peu de disposition à reconnaître les risques réels, et l'accumulation de la dette (la publique comme la privée) dans un environnement d'optimisme expansif. Autrement dit, de graves erreurs d'intendance.

Dans ce contexte, le cœur de la croyance libérale en l'intérêt de marchés ouverts demande à être examiné pour comprendre à quel point dans quelle culture du vouloir toujours davantage la croyance en question a contribué à cette crise, puisque l'intendance est incompatible avec le sacrifice de l'entourage fût-ce à la vue de profits exceptionnels dans les industries qui dépendent de la consommation agressive de ressources naturelles, fût-ce pour nourrir le désir de préserver (ou essayer d'égaliser) des styles de vie aisée et de croissante abondance. Ceci ne revient pas à dire que le concept de marchés est désuet ou que le protectionnisme offre une solution magique à nos problèmes. À vrai dire, la concurrence stimule l'innovation qui à son tour peut nous sortir de la crise. Par contre, il semble inévitable que les banques aient à diminuer leur ratio d'endettement et soient l'objet d'une plus stricte gouvernance ainsi que d'accords compensatoires dans le futur. Certains objecteront à l'idée de plus de réglementation, mais il se peut que l'essence de la question consiste à savoir si les gouvernements sont dotés de la volonté politique de collaboration pour aboutir à une solution.

Observons donc en premier lieu la force de la volonté politique aux États-Unis. En effet, l'administration des USA se montre prête à combler de bénéfices tous ceux qui firent l'erreur d'acheter les « actifs toxiques » comme on les nomme, aux banques. Il est vrai que quelques bénéfices se dégarniraient pour étayer les bilans d'institutions financières clé. Ceci dit, la plupart de ces bénéfices reviendraient à des personnes qui n'ont pas besoin ou ne méritent pas d'être secourues. Le plan de dégeler les marchés de crédit n'est pas seulement vague et potentiellement inadéquat : le déboursement de billions de dollars pour redonner une santé au système financier en ajoute aux sérieuses inquiétudes à propos du déficit. Les cadres semblent avoir sauté sur cette solution parce qu'il est très difficile de sauver une banque insolvable sans en prendre la relève et, politiquement, y compris la nationalisation temporaire s'avère impensable. Un autre danger réside dans le fait que dès que l'économie commencera à se rétablir, l'urgence de la réforme financière sera perdue et ceux-là qui font de l'argent facile feront lobby à nouveau contre toute chose susceptible de s'ingérer dans leurs intérêts. Aussi, les politiciens et les fonctionnaires de l'économie n'étaient-ils pas en train d'approuver un plan de stimulation apte à transcender les préjugés conventionnels envers les dépenses du déficit et ne faisaient aucun changement significatif. Les mesures de stimulation sur le court terme donnent du bénéfice en stimulant la demande et peuvent entrer en vigueur immédiatement (les initiatives « pelle en main », par exemple, sont nées parmi les mesures de stimulation des États-Unis) et requièrent aussi la projection à long terme de leur effet sur le perfectionnement en matière d'infrastructure et d'environnement. Le Directeurat

d'Entreprises de l'UE cherche à identifier des formes d'innovation dans lesquelles l'investissement à court terme donne un bénéfice à long terme. Agrandir la portée du filet des TI serait là un exemple. En Grande Bretagne, la *London School of Economics* et le ministère des Finances ont réfléchi ensemble sur les aspects écologiques des mesures de stimulation avec bénéfice à long terme au moyen de progrès en matière environnementale et d'abord de la question du changement climatique. Aux USA, des plans de stimulation comportant l'infrastructure et des « métiers écologiques » font état de cette nécessité d'investissement à long terme.

La plupart des économistes sont d'accord sur le point que le plan issu du compromis du Congrès était plus faible et comprenait plus de réductions d'impôts qu'il n'en fallait (et ne réussirent néanmoins pas à obtenir de grand soutien bipartite). Par ailleurs, le budget proposé par le président Obama placerait l'Amérique dans un cours fondamentalement nouveau en termes d'intendance. Il signifie une très forte rupture avec les tendances politiques des derniers 30 ans, s'agissant ici d'allouer \$634 milliards sur la prochaine décennie pour la réforme sanitaire (payés, en partie, en faisant halte à la privatisation de Medicare et en éliminant les rémunérations excessives aux compagnies d'assurance) ; un budget qui projette \$645 milliards en revenus de la vente des concessions (tout en signalant qu'après des années de retard et de dénégation, cette administration est prête à aborder le problème du changement climatique).

Bien que les problèmes de l'Europe soient tout aussi graves, la volonté politique est tout aussi fragile et le centre du débat est quelque peu différent. Par exemple, les politiciens n'admettront jamais les politiques protectionnistes. Au lieu de cela, ils présentent ces dernières sous de meilleures couleurs, comme par exemple la nécessité d'utiliser de l'argent national pour protéger l'emploi national. De solides aptitudes de direction chez les dirigeants sont essentielles pour éviter la tentation d'offrir « achetez européen » ou « achetez hollandais » pour toute solution. La position libérale resterait attachée au principe qu'en dépit de conditions commerciales radicalement différentes, le marché unique à lui seul doit être gardé comme le joyau de la famille de l'UE. Ceci implique le refus de renflouer les entreprises structurellement inefficaces et par ce biais, d'imposer un fardeau massif d'impôts aux futures générations. Voilà bien le témoignage du contraste entre le libéralisme américain et le libéralisme européen.

Les gouvernements européens ont commencé à parfaire le prêt interbancaire au moyen de garanties bancaires et de recapitalisation. La nécessité d'une approche cohérente et coordonnée parmi les pays de l'UE est non-négociable, mais les états membres doivent être résolus à réduire l'incertitude. Sinon, le risque est la perpétuation de modèles de sociétés échoués, la ruine des finances publiques, le retranchement des distorsions concurrentielles, un marché unique en péril, et la perte d'un marché bancaire viable une fois que la crise sera résolue. Bien que la réalisation entraîne des questions difficiles, les actions devant être opportunes, ciblées et transparentes autant que soutenables d'une perspective budgétaire, l'exigence de transparence et une volonté de restructurer semblent plus évidentes en Europe qu'aux États-Unis.

Si les économistes américains argumentent que le plan de stimulation de l'administration Obama est trop petit pour faire face à la dette de la crise, les actions européennes ont été proportionnellement plus petites, en partie parce que les fonctionnaires se maintiennent satisfaits. Paul Krugman, avec une franchise typique, excorie ce manque d'action fiscale en blâmant les faiblesses structurelles inhérentes à

l'absence d'un quelconque gouvernement positionné pour prendre la responsabilité de l'économie européenne à part entière ou pour prendre les risques politiques au bénéfice d'un autre pays, ainsi que le manque de soutien unitaire pour la Banque Centrale Européenne, laquelle doit allégeance à seize pays qu ne s'accordent pas entre eux.

Le Fonds Monétaire International, dont le mandat est directif, avec une adhésion presque universelle, et une alliance d'expertise macroéconomique et financière, se voit instituer des démarches pour accroître la coordination globale. Un nouvel exercice d'alerte, par exemple, rassemblera l'expertise macroéconomique éparpillée, assemblant les développements macroéconomiques et ceux du secteur financier dans un grand schéma qui tient compte des effets d'entraînement à travers champs et qui peut sillonner les menaces clé. Il est en train aussi de passer en revue son cadre de prêts pour s'assurer que celui-ci s'adapte aux besoins des Membres. Toutefois, les formes bureaucratiques et les rigides structures de pouvoir qui caractérisent le FMI ont transféré le débat sur les politiques vers de plus petits groupes plus flexibles, y compris le G-20 et le FSF. Ces groupes plus petits ont néanmoins leurs propres problèmes de légitimité et de capacité de suivi. Faire en sorte que la prise de décisions reflète avec plus de précision le paysage économique global d'aujourd'hui requerrait une remise en équilibre des voix et de la représentation parmi les Membres du FMI.

La degré auquel la réglementation financière peut être rendue internationale et obligatoire à la fois reste en question. Manifestement, une monnaie commune requiert de plus fortes normes communes qu'une association plus relâchée, mais tout en reconnaissant la nécessité de coopération internationale, les avantages (ou même la possibilité) d'un contrôle national prépondérant de la réglementation moyennant des structures pan-nationales est sans aucun doute une affaire qui va provoquer le débat. De telles structures peuvent être plus efficaces si couplées à une réglementation nationale et, en particulier dans le cas de l'UE, du bloc commercial.

Le monde ne sera plus le même à la fin de la crise actuelle. D'importants changements vont refléter de nouvelles attitudes envers la gestion, y compris une nouvelle révolution industrielle poussée par le développement écologiquement soutenable. Dans de nombreux pays, la recherche en matière de nouveaux systèmes de production, de conservation, et de l'utilisation économe de l'énergie sont déjà supposés être les moyens pour créer de nouveaux emplois. En guise d'exemple, le cinquième exportateur mondial de pétrole, les Émirats Arabes Unis, a commencé un projet de plusieurs milliards de dollars pour faire de leur capitale, Abu Dhabi, le centre international d'énergies renouvelables. Les stades fondamentaux du développement économique humain ont toujours coïncidé avec l'aptitude à s'emparer de nouvelles sources d'énergie : feu, vent, eau, soleil, gas naturel, pétrole. L'accélération du développement des deux siècles derniers fut possible par le moyen d'une accélération parallèle de la production d'énergie, par l'utilisation de nouvelles sources et la mise en pratique de technologies plus avancées. Les solutions ne peuvent cependant pas reposer sur la seule technologie ; à bien des égards le regain des technologies financières fut à la base de la présente crise monétaire et toute une diversité d'innovations biologiques détient le potentiel de modifier la Bourse du commerce mondiale. Et un prompt retour au taux de croissance économique des dernières décennies –le but de nombreux décideurs politiques autour du globe– augmenterait les émissions de gaz à effet de serre qui à l'heure actuelle endommagent le climat. En outre, dans cette crise urgente, les tensions politiques ont le dangereux pouvoir de relancer la croissance par tous les moyens disponibles.

Retourner, cependant, à des niveaux de consommation qui caractérisèrent le passé récent provoquera un effet environnemental que la planète assurément accumulera.

Voilà pourquoi le libéralisme, dans le sens non seulement de l'économie mais de son égard classique au progrès économique et social pour tous, deviendra une force cruciale dans le processus de solution de la crise. Pour reconstruire un nouveau système économique, il ne sera pas suffisant de contrôler les banques, de faire des bilans plus transparents, de réglementer les fonds spéculatifs ou de remettre à neuf l'économie au moyen des dépenses publiques. Nous devons nous rappeler que le marché n'est pas un dogme ; il est simplement un instrument au service du progrès économique. Les libéraux mettent la liberté à la première place en tant que force créative qui multiplie les occasions pour tout le monde. Un retour à ces principes classiques –principes qui demandent une gérance responsable des ressources aussi bien humaines que naturelles– doit faire partie de notre futur.